



Déclaration liminaire
Union Syndicale Solidaires
CSE du 26 janvier 2023

Changement de ministre mais encore et toujours des économies sur le dos des enseignants et du service public...

L'Union syndicale Solidaires dont les fédérations de l'éducation qui la composent, SUD Education et SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé, s'opposent fermement à la suppression de la technologie en Sixième.

Le ministère a annoncé par voie de presse son intention de supprimer l'enseignement de technologie en 6eme. Cette décision n'a été ni présentée, ni discutée dans aucune instance de dialogue social. Pourquoi enlever aux élèves de Sixième la possibilité de découvrir une nouvelle dimension de la technologie ancrée dans les sciences et techniques ?

Pour mettre en place, en urgence, le nouvel accompagnement des élèves en mathématiques ou en français, aux contours très flous sans en assumer le financement, sans doute.

Alors que le gouvernement continue sa politique de suppressions d'emploi et de mise en danger de postes de collègues, les fédérations de l'Union syndicale Solidaires rappellent l'importance de l'amélioration des conditions de travail pour les enseignant.es comme pour les élèves en baissant les effectifs par classe pour mieux accompagner les apprentissages et l'importance de la revalorisation des métiers de l'enseignement pour enrayer la crise de recrutement.

Pour l'Union syndicale Solidaires, dont les structures SUD Education et SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé, ce CSE est l'occasion de rappeler que la réforme des retraites annoncée par le Gouvernement aura des conséquences évidentes sur les personnels de l'Éducation nationale. Si cette réforme était mise en application, les enseignant.es et les personnels de l'Éducation nationale subiraient, sans ambiguïté, une perte de revenu, une durée de travail plus longue, des inégalités de traitement selon les carrières « hâchées » ou continues.

La journée de manifestation et de grève du 19 janvier 2023 a été d'une ampleur historique. Plus de 2 millions de personnes en grève et dans la rue, sur l'ensemble du territoire, signifie clairement le rejet massif et profond de ce projet de réforme des retraites injuste et brutal. Cette première journée de mobilisation, à l'appel d'une intersyndicale large, a été largement suivie par les agent.es des services publics, comme par l'ensemble du monde du travail. Un agent public sur 4 était en grève. Les fonctionnaires refusent catégoriquement de se faire voler leur retraite. L'Union syndicale Solidaires et les fédérations de l'éducation qui la

composent défendent et défendront les droits des personnels à partir en pension avec une retraite décente et en bonne santé.

L'Union syndicale Solidaires revendique le retour à une retraite à 60 ans et 37,5 annuités de cotisation et appelle à une journée de grève et de manifestation le 31 janvier prochain, avec comme objectif une mobilisation allant crescendo et s'inscrivant dans la durée pour gagner.